

N° 5307²

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

PROJET DE LOI

relative à la sécurité générale des produits

* * *

AVIS DE LA CHAMBRE DES METIERS

(26.4.2004)

Par sa lettre du 2 février 2004, Monsieur le Ministre de l'Economie a bien voulu demander l'avis de la Chambre des Métiers au sujet du projet de loi repris sous rubrique.

*

1. CONSIDERATIONS D'ORDRE GENERAL

Le présent projet de loi vise à transposer la directive 2001/95/CE relative à la sécurité générale des produits qui révisé la directive 92/59/CE du 29 juin 1992 relative à la sécurité générale des produits. Selon l'exposé des motifs, le projet de loi procède à une refonte de la loi du 27 août 1997 relative à la sécurité générale des produits et abroge la loi existante, tout comme la directive 2001/95/CE abrogera la directive 92/59/CE. Dès lors, le projet de loi sous rubrique tient compte de la volonté du Conseil et du Parlement européen de „compléter, renforcer ou clarifier certaines de ses dispositions à la lumière de l'expérience acquise et des évolutions récentes et significatives dans le domaine de la sécurité des produits de consommation“.

Le projet de loi vise à assurer que les produits mis sur le marché sont sûrs. Comme dans la loi du 27 août 1997, cette obligation incombe aux producteurs. Les distributeurs voient leur rôle en matière de sécurité précisé et renforcé. Leur obligation de participer au suivi de la sécurité des produits implique notamment la tenue et la fourniture des documents nécessaires pour tracer l'origine des produits. Les producteurs ou les distributeurs doivent collaborer à la requête des autorités compétentes, aux actions engagées, afin d'éviter les risques que présentent les produits mis sur le marché.

*

2. COMMENTAIRE DES ARTICLES*Article 1er*

Le champ d'application du présent projet de loi est étendu par rapport à l'ancienne loi. En dehors des produits qui ne sont pas couverts par une législation ou une norme spécifique, la nouvelle loi vise également les catégories de dangers non prévus par les législations ou normes en question.

La Chambre des Métiers approuve l'extension du champ d'application prévue par le projet sous avis.

Article 2

Les définitions des termes sont clarifiées et complétées par rapport à la loi du 27 août 1997 actuellement en vigueur. Ainsi, le projet de loi ne s'applique pas uniquement aux produits, mais également à ceux fournis plus particulièrement dans le cadre d'une prestation de services.

La Chambre des Métiers approuve également les définitions retenues, qui correspondent à celles prévues par la directive 2001/95/CE.

Article 3

Cet article définit l'obligation générale de sécurité du côté des producteurs pour la mise sur le marché de produits sûrs ainsi que les divers critères d'évaluation et de conformité pour tout produit mis sur le marché.

L'article en question, qui précise également les conditions suivant lesquelles la sécurité des produits peut être évaluée, n'appelle pas de commentaire spécifique de la part de la Chambre des Métiers.

Article 4

Le présent article précise les autres obligations des producteurs ainsi que celles des distributeurs. Selon le commentaire des articles, l'initiative des opérateurs économiques est une nécessité absolue pour évaluer et prévenir les risques auxquels les consommateurs sont soumis.

Dès lors, les producteurs sont invités à apposer sur le produit ou l'emballage des informations et une référence grâce auxquelles on peut identifier le producteur et le produit. Par ailleurs, les distributeurs doivent contribuer au respect des prescriptions de sécurité proportionnellement à leurs responsabilités respectives en permettant par exemple de tracer l'origine des produits.

Finalement, les producteurs et distributeurs doivent coopérer avec les agents désignés dans le cadre d'une prévention des risques et informer l'autorité compétente, le cas échéant, des dangers d'un produit.

Le présent article n'appelle pas de commentaires de la part de la Chambre des Métiers.

Article 5

Sans préjudice des compétences du Ministre de la Santé et du Ministre du Travail et de l'Emploi, le Ministre ayant la Protection des Consommateurs dans ses attributions est chargé de l'application de la loi.

D'une façon générale, la Chambre des Métiers estime qu'il faudrait, pour des raisons de transparence en matière de compétences et de procédures administratives, garder à un strict minimum le nombre d'autorités intervenant dans le contrôle de l'exécution des dispositions sous avis.

En rapport avec le contrôle de la sécurité des produits proprement dit, la Chambre des Métiers voudrait soulever la question de la formation des agents des autorités chargés dudit contrôle, sur la base d'enquêtes et de vérifications. Il y a effectivement lieu de s'interroger, si les autorités compétentes en la matière disposent de personnes en nombre suffisant et justifiant, par ailleurs, des connaissances techniques de haut niveau, qui seraient, d'après la Chambre des Métiers, indispensables afin d'assurer la qualité et le sérieux desdits contrôles.

Article 6

L'article en question donne au Ministre ayant la Protection des Consommateurs dans ses attributions la possibilité de prendre les mesures opportunes pour restreindre la mise sur le marché d'un produit, de demander son retrait du marché ou son rappel si le produit se révèle dangereux.

La Chambre des Métiers tient à relever que les auteurs du projet restent par contre muets sur les conséquences juridiques, lorsqu'il sera prouvé par le producteur que le produit retiré du marché n'est pas dangereux.

Articles 7 à 10

Les articles en question n'appellent pas de commentaires de la part de la Chambre des Métiers.

Après consultation de ses ressortissants, la Chambre des Métiers peut approuver le projet de loi sous avis.

Luxembourg, le 26 avril 2004

Pour la Chambre des Métiers,

Le Directeur,
Paul ENSCH

Le Président,
Paul RECKINGER